

Note Conceptuelle 4

Souveraineté Alimentaire et Création d'emplois

OBJECTIF

Cette session explorera la relation entre la souveraineté alimentaire et la création d'emplois en milieu rural, en démontrant comment la construction de systèmes alimentaires localisés et durables peut générer des opportunités d'emploi dignes—en particulier pour les jeunes et les femmes—tout en renforçant la sécurité alimentaire et la résilience territoriale. Elle mettra également en lumière l'engagement large d'ORU Fogar en faveur de la souveraineté alimentaire à travers l'action des gouvernements régionaux.

CONCEPTUALISATION

La souveraineté alimentaire défend le droit des communautés à définir et contrôler leurs propres systèmes alimentaires—including production, distribution et consommation—sur la base des besoins locaux, de la durabilité écologique et de la justice sociale. Cette approche remet en question les modèles conventionnels de sécurité alimentaire industrielle, qui privilégient l'efficacité et le profit, et positionne au contraire les systèmes alimentaires comme des moteurs clés du développement rural inclusif et de la gestion environnementale. Lors de son cinquième Sommet Zéro Faim (Barcelone, octobre 2024), ORU Fogar a réaffirmé un fort engagement institutionnel envers la souveraineté alimentaire en tant que fondement du développement territorial et de l'autonomisation économique locale.

Les zones rurales, bien qu'elles jouent un rôle central dans la production alimentaire, sont souvent confrontées à des défis majeurs tels que le chômage élevé—en particulier parmi les jeunes et les femmes—la pauvreté et l'exode rural. La domination de l'agriculture industrielle à grande échelle a déplacé les petits agriculteurs, affaibli les chaînes alimentaires locales et contribué à la dégradation de l'environnement.

À l'inverse, la souveraineté alimentaire met l'accent sur le soutien aux petits producteurs, aux pratiques agroécologiques et aux marchés locaux. Ces systèmes favorisent la durabilité tout en générant des emplois qualifiés et intensifs en main-d'œuvre tout au long de la chaîne de valeur alimentaire—de la production et la transformation à la distribution et à la commercialisation.

La réalisation de la souveraineté alimentaire nécessite des politiques favorables qui protègent les droits fonciers, renforcent les coopératives agricoles et garantissent un accès équitable aux ressources. Les investissements dans les infrastructures rurales (notamment le stockage, le transport et l'irrigation), les services de vulgarisation et la formation professionnelle sont essentiels pour rendre les économies alimentaires rurales viables et attrayantes pour les jeunes. Les politiques d'achats publics qui donnent la priorité aux producteurs locaux pour les écoles, les hôpitaux et autres institutions sont également des mécanismes importants pour la création d'emplois.

Lors du Sommet de Barcelone, le Manifeste de la Catalogne, soutenu par ORU Fogar, a accordé une attention particulière à la formation professionnelle agricole en tant que stratégie clé pour atteindre l'objectif Zéro Faim. Les dirigeants régionaux—notamment d'Afrique—ont souligné que le renforcement, la création et le financement d'écoles de formation professionnelle agricole sont essentiels pour réduire le chômage rural, autonomiser les jeunes et retenir les talents dans les territoires ruraux.

Les gouvernements régionaux jouent un rôle crucial en développant des stratégies alimentaires participatives, en coordonnant les acteurs de la chaîne alimentaire et en institutionnalisant des mécanismes de gouvernance inclusifs. L'intégration de la planification des systèmes alimentaires dans le développement territorial permet de réduire la dépendance aux marchés extérieurs, de renforcer les économies locales et de revitaliser les moyens de subsistance ruraux.

Cette session présentera des politiques innovantes, des stratégies alimentaires territoriales et des initiatives locales réussies qui illustrent comment la souveraineté alimentaire peut être un levier de création d'emplois dignes, écologiques et inclusifs. Elle s'appuiera sur les travaux en cours d'ORU Fogar et sur les recommandations du cinquième Sommet et de son Manifeste de Barcelone comme exemples de leadership régional.

QUESTIONS ET ENJEUX

- Comment les gouvernements régionaux peuvent-ils mettre en œuvre la souveraineté alimentaire à travers des stratégies alimentaires territoriales inclusives ?
- Quels outils politiques sont les plus efficaces pour protéger les droits fonciers et soutenir les petits producteurs ?
- Comment rendre les économies alimentaires rurales plus attractives pour les jeunes et les femmes grâce à l'investissement et à la formation, notamment via les institutions de formation professionnelle agricole ?
- Comment les achats publics peuvent-ils être mobilisés pour renforcer les systèmes alimentaires locaux et créer des emplois ruraux décents ?